

LES FEMMES CONTRE LA GUERRE

En France, les politiques d'austérité menées par la bourgeoisie frappent directement les classes populaires, et en leur sein, prioritairement les femmes, les enfants et les personnes âgées. La réduction des budgets sociaux (santé, éducation, aide sociale) se traduit par l'intensification du travail reproductif non rémunéré assumé majoritairement par les femmes.

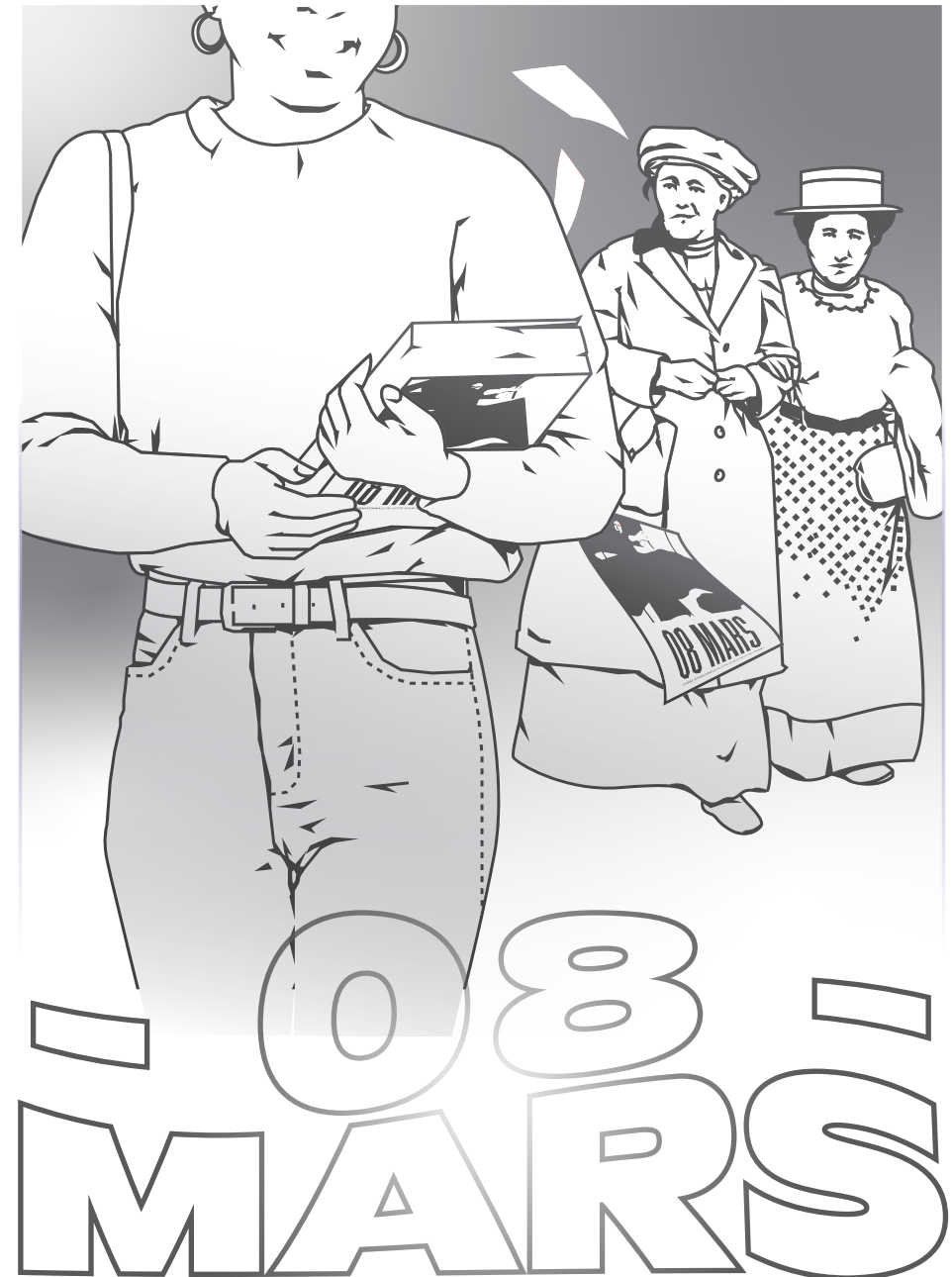
Parallèlement, les budgets de guerre explosent à **413 milliards d'euros** votés pour l'armée d'ici à 2030, pendant que les hôpitaux manquent de personnel, que les maternités disparaissent des territoires, que les classes se surchargent dans les écoles pendant que des postes sont supprimés, les retraites deviennent insuffisantes pour vivre dignement, les droits au chômage sont laminés, la recherche est étouffée par les coupes budgétaires et les politiques culturelles sont abandonnées. Ce sont les femmes prolétaires qui subissent de plein fouet la dégradation des conditions matérielles d'existence. Les personnes âgées et les enfants, dépendants des structures collectives démantelées, deviennent les premières victimes de cette offensive néolibérale qui sacrifie la reproduction sociale sur l'autel de la rentabilité capitaliste.

Lutter contre l'exploitation des femmes n'est donc pas une question secondaire : c'est s'attaquer à l'un des piliers fondamentaux sur lesquels repose le système capitaliste et impérialiste. Sans le travail gratuit des femmes, le système capitaliste s'effondrerait.



ON NE CRÈVERA PAS POUR LE PATRONAT
NI À LA GUERRE, NI AU BOULOT !

TRAVAILLEUSES, DEBOUT !



UNE JOURNÉE DE LUTTE, HIER COMME AUJOURD'HUI

QU'EST-CE QUE LUTTER POUR LES DROITS DES FEMMES ?

À l'heure où le capitalisme néo-libéral, toujours plus offensif, fait payer aux femmes le prix fort de l'exploitation, de la précarité et de la réaction, à l'heure où la montée du fascisme menace directement les droits des femmes, notre réponse ne peut être que collective et révolutionnaire.

Face à l'exploitation et à la réaction, travailleuses, étudiantes, chômeuses, retraitées : organisons-nous ! Le 8 mars n'est pas une célébration, c'est une journée de combat.

Le mode de production capitaliste opère une séparation fondamentale entre la sphère de la production et celle de la reproduction (tout ce qui permet aux travailleurs de reconstituer leurs forces pour retourner au travail et d'être remplacés par les nouvelles générations). Cette division du travail s'appuie sur une organisation sociale qui assigne aux femmes la responsabilité du travail reproductif (gratuit et invisibilisé), en plus du travail productif, tandis que les hommes occupent massivement la sphère productive rémunérée. Cette répartition n'est pas naturelle : elle résulte d'une construction idéologique entretenue par la bourgeoisie à travers des stéréotypes de genre qui légitiment l'exploitation spécifique des femmes.

C'est cette même construction idéologique qui réduit les femmes à un corps que l'homme pourrait posséder par une hypersexualisation de celle-ci et qui s'accommode largement des violences sexistes et sexuelles quand elle ne les promeut pas sous un discours masculiniste associé à la fascisation de la bourgeoisie dans les pays impérialistes.

LE 08 MARS, UN HÉRITAGE COMMUNISTE AVANT TOUT !

En août 1910, sur une proposition de Clara Zetkin, l'Internationale socialiste des femmes, décide de célébrer la première « *Journée internationale des femmes* », le **19 mars 1911**.

L'objectif était de mobiliser les femmes ouvrières, contre l'exploitation capitaliste des femmes et la lutte pour l'égalité salariale. La date du 8 mars est, quant à elle, intimement liée au 8 mars 1917, date de la grève générale et des manifestations des femmes russes, à Petrograd, qui exigeaient « *du pain pour leurs enfants et le retour de leurs maris des tranchées* ».

C'est bien la Russie soviétique qui est le premier pays à l'officialiser **en 1921** en faisant un jour férié. Jusqu'à **la fin des années 1960**, seuls les pays socialistes célèbrent cette « *Journée internationale des femmes* ». Il faudra attendre **1977** pour que les Nations unies, sous la pression des mouvements féministes, officialisent la journée en faveur des droits des femmes

L'IMPÉRIALISME EXPLOITE NOS CORPS ICI ET LÀ-BAS

Les centres impérialistes délocalisent leurs industries vers les pays dominés où la main-d'œuvre féminine, particulièrement surexploitée, constitue le socle des chaînes de production mondialisées. Les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions financières internationales détruisent les services publics dans les nations dominées, reportant sur les femmes le fardeau de la reproduction sociale. Simultanément, les guerres impérialistes pour le contrôle des ressources et des marchés : le cobalt au Congo, l'uranium au Niger, le pétrole au Venezuela et la terre en Palestine engendrent des flux migratoires où les femmes sont exposées à des violences systémiques.

Cependant, là où l'impérialisme est présent, les femmes résistent : à Gaza elles soignent sous les bombes, enterrent leurs enfants et continuent à se battre, dans les maquis congolais elles organisent la survie face à la milice, au Venezuela et au Niger la défense contre le blocus. De plus, le capitalisme des centres impérialistes est en demande de main-d'œuvre féminine pour effectuer le travail reproductif à la place des femmes aisées : les femmes issues de l'immigration travaillent dans les secteurs les plus précaires du marché du travail (ménage, puériculture, aide à la personne).